



Michelle Feit : témoignage

Michelle Feit, Christian Galant, Yann Combot

► To cite this version:

Michelle Feit, Christian Galant, Yann Combot. Michelle Feit : témoignage. Agronomes du Cirad, 17, Edition INRAE, 108 p., 2016, Anchorales, 2-7380-1371-6;978 273 801 3712. hal-02794499

HAL Id: hal-02794499

<https://hal.inrae.fr/hal-02794499>

Submitted on 5 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



Fleuve Niger près de Ségou et l'entrée du Canal de Dioro (Mali, Afrique). © Inra - Gérard Paillard

MICHELLE FEIT

90

Née en France d'outre-mer durant la Seconde Guerre mondiale, Michelle Feit débute sa carrière professionnelle dans la Chine de Mao Tsé-Toung. BTS de secrétaire de direction en poche, elle trouve un emploi à l'ambassade de France à Pékin, en 1965, peu de temps avant que ne débute la « révolution culturelle ». De retour en France, elle participe à un autre événement de portée historique, en 1970, l'organisation de l'importante conférence de Niamey au Niger. Recrutée quelques années plus tard au Gerdar, elle va vivre la création du Cirad et en accompagne ses évolutions, au plus près de ses responsables administratifs et scientifiques.

Vous êtes née en Nouvelle-Calédonie.

Mon père était marin de la Marine marchande. Il était sur un bateau dans le Pacifique en 1939, fiancé à ma mère qui l'avait rencontré au Havre. Mon grand-père, soldat pendant la guerre de 1914-1918 et sachant qu'une nouvelle guerre s'annonçait, voulait au moins mettre un enfant en sécurité à l'autre bout du monde. Donc maman est partie en train en 1939, à 19 ans, toute seule jusqu'à Marseille. Elle a pris l'avant-dernier bateau parti et le dernier arrivé en Nouvelle-Calédonie via les Antilles. Elle a eu la chance que papa soit là en 1940 en escale à Nouméa - ils se sont mariés en juin 1940. Ensuite, il a fait du transport de nickel entre la Nouvelle-Calédonie et l'Australie.

Marin, mon père était rarement présent. Maman est restée seule pendant un certain temps, puis elle a été « adoptée » par une famille. Elle vivait toute seule. Elle a eu mon frère aîné en 1942 et si je suis née, c'est grâce à la compagnie maritime, qui obligeait mon père à prendre des congés. Le bateau, sur lequel il était en tant que second, a été coulé par les Japonais. Heureusement, il n'était pas à bord. Donc je suis née le 19 juin 1943 à Nouméa. Mon autre frère est né en janvier 1945.

Votre père, en 1943, a-t-il été mobilisé par l'armée française ?

Il n'a pas été mobilisé par l'armée mais il était mobilisé sur son bateau donc il n'avait pas le droit de changer de société, de changer de pays.

Plus tard, le fils aîné du commandant du bateau qui avait été coulé est venu faire ses études de marin en France ; il est rentré avec nous. Il a été pour moi un grand frère. En 1947, nous sommes rentrés en France en passant par Tahiti, où j'ai le souvenir de papa qui aidait mon petit frère à plonger dans la mer. Des souvenirs du bateau aussi : nous étions autorisés à aller dans la salle à manger, du bas de gamme, seuls pour le goûter ! Mon père travaillait sur le bateau pour payer tous nos billets de voyage. Nous sommes passés ensuite par la Martinique et nous sommes arrivés en France, à Marseille, en 1947.

Vous n'avez donc pas du tout connu la guerre en France. D'où votre mère était-elle originaire ?

Ma mère venait de Normandie, d'un père normand et d'une mère lyonnaise. Mon grand-père, ma grand-mère et le petit frère de maman habitaient à 25 km du Havre dans la campagne, à côté d'une voie de chemin de fer qui fut pilonnée par les Allemands.

Nous étions installés au Havre dans la maison de mes grands-parents, où j'ai vécu jusqu'à l'âge de 20 ans, qui était à la limite de l'endroit où toute la ville avait été détruite. Au début, je suis allée au lycée de filles en primaire qui était dans les locaux du lycée de garçons, il n'avait pas été touché par les bombardements. Quand je suis allée en 6^e, le lycée des filles avait été construit à côté de l'église Saint-Joseph pas loin du port. J'allais à pied au lycée par un chemin à travers champs et terrains vagues. Après, il a fallu contourner parce que la ville était en construction.

J'ai passé mon baccalauréat de philosophie. Comme j'avais très envie de quitter le Havre, je redoublais régulièrement. Mon idée était d'arriver à l'âge limite où je pouvais partir à Paris avec le BEPC, pour faire deux années d'études d'étalagiste. C'était une occasion d'être libre.

Nous étions trois enfants et papa n'était jamais là ! Papa était sauveteur en mer, releveur d'épaves. Grâce à lui, j'ai pu vivre des vacances dans différentes villes et être sur des bateaux. Mais j'avais envie de respirer. Ma mère, qui n'avait pas pu faire d'études, voulait que je passe mon bac. C'est pour cela que j'ai eu mon bac à 20 ans. Comme je voulais partir vite, j'ai choisi la philosophie, avec allemand en première langue. C'était beaucoup plus facile, je n'ai pas de mémoire orale.

Je voulais alors faire des études d'histoire de l'art. Il n'était pas possible de faire des études supérieures au Havre. Il n'y avait pas d'université, donc il fallait aller à Caen ou à Rouen. Mais histoire de l'art et archéologie, cela voulait dire minimum cinq ou six ans d'études. Or mes parents ne pouvaient pas payer des études aux trois enfants hors le Havre. De fait, je suis venue à Paris pour faire un BTS¹ de secrétaire de direction, au lycée Sophie Germain à Paris. Ces deux années d'études m'ont permis une certaine autonomie.

J'ai fait un stage dans une banque, à la BNP rue de Bretagne dans le 3^e arrondissement, au nord des Archives nationales. J'ai passé l'oral du BTS. La secrétaire de



l'ambassadeur de France en Chine venait du même lycée que moi. Ils cherchaient une dactylo. J'avais 22 ans, j'étais donc majeure. Mon grand-oncle paternel était à Pékin au siège des délégations, il est resté onze ans en Chine (ensuite il a été au Maroc, en Afghanistan). J'ai annoncé à mes parents que j'avais la possibilité de partir à l'étranger et ils m'ont encouragée.

Des parents ouverts !

Mon père était au Havre où il travaillait comme sauveteur. J'ai été élevée comme un garçon avec mes deux frères. Enfant, chacun faisait toutes les tâches de la maison, donc il n'y avait pas de statut spécifique fille ou garçon.

Je suis protestante. Cela change tout parce que les enfants de toutes les classes sociales havraises se retrouvaient en groupes pour le catéchisme qui prépare à la Confirmation. On était un peu exclu en tant que protestant. Je me souviens qu'au lycée du Havre, quand on faisait la queue en début d'année, un curé était passé pour dire aux filles à quelle heure était le catéchisme. En passant devant nous, il ne s'était même pas arrêté !

Vers dix-huit ans, j'ai été monitrice de colonie de vacances en Suisse, puis aux environs du Havre, dans la colonie de vacances protestante havraise.

Étiez-vous assez seule à ce moment-là ?

Je suis arrivée en Chine le 31 octobre 1965, en avion, *via* Moscou. Je n'avais jamais pris l'avion. Il y avait deux ou trois escales en chemin (Moscou et Irkoutsk). La secrétaire de l'ambassadeur, qui venait du même lycée que moi, est venue me chercher à l'aéroport, m'a déposée à l'hôtel de Pékin et m'a laissée toute seule.

L'attaché scientifique arrivait par le même avion ainsi que son épouse et ses enfants. Le lundi 1^{er} novembre 1965, l'ambassadeur Lucien Paye nous a tous invités à déjeuner, à la résidence de l'ambassade, à Sanlitun (nouveau quartier des ambassades). L'après-midi, il nous a emmenés au cimetière des étrangers en banlieue de Pékin. Les tombes étaient profanées... À l'époque, il y avait très peu de Français à Pékin. Ce n'était pas encore la révolution culturelle. J'ai passé plus de trois semaines, toute seule à l'hôtel, sans invitation des collègues de l'ambassade.

Solange, une camarade qui était au même lycée que moi à Paris, est arrivée ; l'ambassade avait besoin d'une seconde secrétaire. Elle avait 19 ans, j'en avais 22. On s'est mise ensemble, on déjeunait toutes les deux. Seule, j'avais renoncé à aller déjeuner au restaurant

SAUF INDICATION,
LES PHOTOS
APPARTIENNENT
À MICHELLE FEIT.

1. Brevet de technicien supérieur.

de l'hôtel de Pékin parce qu'il y avait des délégations d'hommes d'Europe de l'Est qui étaient tout seuls...

J'ai partagé l'appartement avec Solange, chacune avait sa chambre, et nous avions une femme de ménage dont j'ai signé le contrat en chinois, traduit oralement par les interprètes de l'ambassade.

Quel était votre travail à l'ambassade ?

Je tapais des rapports. Je retapais des notes manuscrites pour le service politique. L'ambassadeur avait sa secrétaire. Il ne fallait surtout pas parler ou lire le texte, nous n'avions pas le droit de dicter un texte et les documents écrits étaient détruits par le service « archives » de l'ambassade. Même si on n'en avait pas la preuve, il y avait des micros partout.

On avait interdiction de parler aux gens dans la rue. Quand j'étais encore à l'hôtel

de Pékin et qu'on allait vers l'ambassade, deux ou trois interprètes étaient là, ils devaient avoir 20 ans en 1940, ils parlaient très bien français et anglais ainsi que d'autres langues. Nous circulions dans un tout petit autobus de l'ambassade, nous devions faire très attention à ce que l'on disait parce que l'on ne savait pas si le chauffeur nous comprenait. Il ne fallait surtout pas mettre en difficulté les interprètes qui nous aidaient. Cette expérience a duré trois ans. Au début, on n'avait qu'un congé au bout de quatorze mois. Finalement, les conditions de vie difficiles ont été reconnues, et on a pu avoir un deuxième congé.

En dehors du travail, quels contacts aviez-vous ? Avez-vous eu l'occasion de visiter la Chine ?

Il était interdit d'apprendre le chinois en Chine. Il ne fallait pas parler aux

Chinois dans la rue. Pour me promener, je prenais un papier à en-tête de l'hôtel. Pékin est une ville quadrilatère, donc je remontais la rue commerçante Wang Fu Ching bloc par bloc. Les gens s'arrêtaient pour me regarder dans la rue et me montraient du doigt parce que j'étais une étrangère.

On a eu une femme de ménage pendant trois ans, quatre heures par jour quasiment six jours par semaine. C'est la seule fois de ma vie où j'ai eu une femme de ménage ! On nous a demandé de l'appeler « Aï », cela signifie « tante », mais ce n'est pas la tante du premier fils d'une famille bourgeoise ou noble, c'est la tante du deuxième ou du troisième fils, donc pas de la première épouse ! On devait faire tout le temps attention : Aï travaillait pour le ministère des Affaires étrangères ou le ministère de l'Intérieur chinois, donc nous devions veiller à éviter les fuites.



Vue de Pékin (Beijing), Chine. © Inra - Julien Lanson



André Berkaloff, Michelle Feit et Didier Picard. Yunnan 1997.

C'était très spécial de vivre ainsi ! Certains courriers passaient par la valise diplomatique et pouvaient être ouverts. On le savait et on faisait attention ! Les lettres passant par la poste chinoise pouvaient également être ouvertes ! Dans l'immeuble où on habitait, on n'avait pas le droit de prendre l'ascenseur tout seul. Il y avait un garde de l'armée devant la porte d'entrée du jardin. Il y avait deux entrées donc deux gardes. Il y avait aussi des gardes devant l'entrée de l'ambassade. C'était très surveillé.

Nous n'avons jamais été invitées par des Chinois, ni par les diplomates français. Nous étions trop jeunes.

On est allé visiter Nankin, Shanghai, puis les grottes Yungang pas loin de la ville de Datong dans le nord de la Chine, avec des bouddhas immenses (comme il y en avait autrefois en Afghanistan).

Qu'avez-vous vu de la « révolution culturelle » ?

Quand la révolution culturelle est arrivée en 1966, il était impossible de visiter la Cité impériale ! Tout était fermé. L'ambassade était dans la partie nord-est de la ville de Pékin, les universités étaient au nord-ouest en allant vers la route de la Grande muraille et le Palais d'été. Donc on n'a pas vu

tous les saccages qu'il y a eu dans les universités. Mais quelques étudiants européens ont eu des problèmes. Nous pouvions circuler intra-muros Pékin et on avait un corridor pour les tombeaux Ming et la Grande muraille, et un autre corridor pour aller au Palais d'été avec interdiction de s'arrêter. Nous disposions de cyclomoteurs Solex. Comme nous n'étions pas diplomates, nous aurions payé 100 % de taxes d'importation de voitures. Quand nous allions au Palais d'été, nous avions l'interdiction de tourner à gauche ou à droite et interdiction de s'arrêter sur la route.

J'envoyais toutes les semaines aux parents un compte-rendu journalier avec des explications. Je leur faisais un journal pour qu'ils soient informés. Ils le conservaient en France. On a vu des défilés de gardes rouges, en 1967, en pleine Révolution culturelle - qui a commencé en mars, avril ou mai 1966. Il y a eu des problèmes avec les Britanniques pour Hong-Kong, en 1967. C'était un consulat, les familles anglaises ont quitté la légation et sont allées s'installer dans les quartiers pour étrangers, dans de gros bâtiments en carré avec une cour intérieure et l'armée à chaque porte. C'était un ghetto. Les enfants et les épouses ont été envoyés dans le quartier diplomatique, dans les résidences diplomatiques - résidences

du personnel des étrangers. Il n'y avait dans la légation que le personnel masculin. Les gardes rouges ont fait le siège. J'y suis allé avec Solange, c'était au moment où il y avait d'autres étrangers présents, les gardes rouges se sont levés et ont pris d'assaut la légation. Le personnel est sorti et est allé se réfugier dans d'autres ambassades. Nous aussi, nous sommes allés nous réfugier dans d'autres ambassades. Cela aurait pu très mal tourner !

Qu'est-ce qui a mis fin à votre période chinoise ?

J'avais un contrat de trois ans. J'aurais pu renouveler dans un autre pays mais je ne voyais pas du tout l'intérêt de renouveler pour être dactylo. La Chine m'intéressait pour des raisons familiales. Je suis revenue en France avec mon amie Solange, on finissait notre contrat. L'expérience a été intéressante.

Quand on est reparti, on est passé par Canton, Hong Kong, puis Angkor, toujours avec Solange. Nous étions quatre touristes, au mois de décembre 1968 (décembre n'était pas un mois de tourisme à cette époque). On entendait des Khmers rouges qui arrivaient parce que c'était la guérilla.

On a passé huit jours à Angkor, quelqu'un nous conduisait en cyclo. Ensuite nous sommes allées à Bangkok peu de temps.

Nous sommes descendues jusqu'à Singapour en avion. On en a profité parce que les billets étaient payés par le ministère des Affaires étrangères ; on n'avait pas le droit de revenir en arrière mais on pouvait s'arrêter tant qu'on voulait. De Singapour nous sommes allées en Nouvelle-Calédonie en payant le billet d'avion, c'était la première fois que j'y retournais. À notre arrivée le 26 décembre 1968, la famille qui devait nous accueillir n'était pas là (c'était la famille Martin qui avait « adopté » ma mère, nos premiers « grands-parents », j'ai conservé des attaches en Nouvelle-Calédonie), le télégramme envoyé de Bangkok n'était pas arrivé en Nouvelle-Calédonie.

Êtes-vous rentrée directement en France ?

De Nouvelle-Calédonie, nous sommes reparties vers Calcutta. Puis, envolées pour Bénarès, à l'époque nous pouvions faire 400 km pour visiter un temple. Nous avons également été au Népal et en Afghanistan où mon grand-oncle avait été ambassadeur dans les années 1920 (l'indépendance de l'Afghanistan a été reconnue en 1921). Il n'a pas été possible de visiter les grottes bouddhistes afghanes, car ce n'était pas l'époque du tourisme. Ensuite, depuis Téhéran, nous avons fait encore 200 km pour visiter Persépolis et d'autres villes anciennes. De l'Iran, nous sommes rentrées en France sans les escales prévues en Israël et en Turquie. Solange était pressée de rentrer parce qu'elle avait un poste au journal *Le Monde*.

Avez-vous trouvé un nouveau poste ?

Je n'avais pas de travail quand je suis arrivée en France. La francophonie (ACCT, Agence de coopération culturelle et technique) cherchait une secrétaire de direction et une dactylo. Ils m'ont embauchée comme secrétaire de direction. Mon expérience en Chine a joué, bien sûr. Je m'occupais de coopération culturelle et technique.

Ensuite, j'ai travaillé à l'Agence pour la francophonie, à Paris, à côté de l'Assemblée nationale, rue de Lille. À la suite de la décolonisation, il s'agissait de regrouper tous les états francophones

aussi bien d'Afrique, d'Asie, ainsi que le Canada, la Belgique, le Luxembourg, la Suisse. Mais la Suisse n'était pas très présente. Il y avait aussi l'île Maurice. C'est la France qui avait lancé cela. Au début, toutes les conférences avaient lieu à Niamey, puis après dans d'autres capitales. Il était prévu de faire l'équivalent du Commonwealth, et essayer de garder un certain rayonnement de la culture française.

Avez-vous participé à l'organisation de la conférence de Niamey au Niger en 1970 ?

J'étais la secrétaire du secrétariat provisoire de l'Agence de coopération. J'organisais toutes les réunions. J'ai été chargée de l'organisation logistique de la conférence constitutive² du 16 au 20 mars 1970 : commander les billets d'avion, préparer les dossiers, réserver les hôtels.

À ce moment-là, Jacques Alliot était conseiller du président du Niger. Toute une équipe au Niger a fait les locations d'hôtels et j'étais chargée d'organiser les voyages des Européens. J'ai été aussi responsable du secrétariat de la conférence, j'ai travaillé avec beaucoup de secrétaires d'autres pays qui prenaient des notes, enregistraient. Nous avons produit de nombreux comptes rendus.

En avril 1974, je n'ai plus été l'assistante du Secrétaire général et de ses deux adjoints, je suis devenue uniquement l'assistante du Secrétaire général adjoint chargé des relations extérieures - le nouveau Secrétaire général avait quelqu'un à placer.

Par rapport à votre formation de secrétaire et les méthodes de travail acquises, avez-vous façonné des modes opérationnels liés au secrétariat ?

J'ai organisé tous les modes de classement selon ce qu'il se passait, comme j'ai organisé le mode de classement à la direction scientifique pour les CPCS (Commissions de programmation et de coordination scientifique) et le conseil scientifique au Gerdat³ puis au Cirad. Donc je me suis adaptée à cela. Et quand j'étais à la francophonie, grâce au Secrétaire général

québécois, on a eu un des premiers ordinateurs qui faisait la taille du bureau avec imprimante. Il était dédié au traitement du courrier. Comme nous n'écrivions qu'à des ministres, premiers ministres ou présidents de la République (32 États), il fallait toujours que les lettres soient des originaux.

Pourquoi avez-vous quitté l'Agence de coopération culturelle et technique ?

J'ai été renvoyée en 1976 parce que le nouveau Secrétaire général nigérien désirait faire venir une compatriote. J'arrivais à la fin de mon contrat de fonctionnaire international. En tant que Français, nous continuions à payer nos impôts en France mais ils étaient remboursés. Tous les autres étaient aussi fonctionnaires internationaux donc ils ne payaient pas d'impôt en France puisqu'ils étaient étrangers. Nous avions un statut particulier de par notre nationalité française.

J'ai été licenciée ainsi qu'un autre collègue français qui faisait partie de la première équipe de 1969. Nos contrats arrivaient à échéance et nous n'avons donc pas été renouvelés. On nous a donné une indemnité pour notre licenciement à sec. Je serais peut-être restée, ou j'aurais réfléchi.

Comment avez-vous été recrutée au Gerdat ?

Par chance, Bernard Simon avait proposé un poste à une de mes amies, Mireille Cailbault (il l'avait rencontrée au Sénégal lors d'une conférence de la francophonie). Il a travaillé surtout au Cameroun mais à l'époque, il travaillait à Paris. B. Simon a averti Mireille que la secrétaire de J. Alliot partait et qu'il y avait un poste à pourvoir. Je connaissais J. Alliot puisqu'il était au Niger au moment de la conférence constitutive de la Francophonie et j'ai été embauchée. C'est comme ça que je suis arrivée rue Scheffer. Le Gerdat n'avait pas la possibilité d'embaucher. Nous étions tous rattachés à un autre organisme. Quand je suis arrivée, j'ai été engagée par l'Institut de recherches sur le caoutchouc (Irca), par Micheline Toussaint. L'Irca était



rue Scheffer et les bureaux du Gerdar étaient en face !

J'ai eu de la chance ! C'était un nouveau départ dans une autre structure, et j'y suis restée jusqu'à la retraite. Je ne connaissais pas du tout le Gerdar auparavant. J'avais connu J. Alliot quand il était conseiller de Diori Hamani au Niger. J. Alliot n'est pas resté au Cirad, mais il était conseiller du président. Finalement ce poste au Gerdar avait un lien aussi avec la coopération, je me suis adaptée parce que c'était intéressant, je restais dans le monde international.

Le fait de vous sédentariser à Paris vous convenait-il ?

J'ai toujours été en Afrique quinze jours ou trois semaines en missions ou en vacances (chez des ami(e)s). Il n'est pas facile, pour une femme seule, de partir travailler dans un pays : il faut constituer des contacts, créer des liens. Avec mon expérience à Pékin, ce n'était pas très encourageant. Par exemple, à Pékin, pour Noël, l'ambassadeur invitait les gens seuls ; j'avais six chefs au service politique, et pourtant je n'ai jamais été invitée !

J'étais très bien au Gerdar puis au Cirad car finalement, de par mes fonctions, j'ai rencontré beaucoup de monde que je n'aurais peut-être pas croisé dans une autre entreprise en France.

À votre arrivée au Gerdar en 1976, il n'y avait pas encore grand monde. Quelle était votre fonction ?

Il y avait Bernard Simon, Jacques Lanfranchi (directeur scientifique), un Secrétaire général. L'équipe était assez restreinte.

Au sous-sol, il y avait des laboratoires de recherche sur le caoutchouc. Puis, il fut interdit d'avoir des laboratoires de recherche à Paris et en région parisienne.

À une certaine époque, ça été la grande discussion de savoir vers quelle région partirait le Cirad. La culture des Agros à Montpellier a dû peser pour que le Cirad aille à Montpellier. Et il y avait sûrement aussi des influences politiques.

Au Gerdar, j'étais la secrétaire de Jacques Alliot et j'ai assuré aussi le secrétariat du président, qui n'était pas présent rue Scheffer. Au début du Gerdar, Jacques Lanfranchi était le patron, Hervé Bichat lui a succédé. Après, je suis passée à la direction scientifique. Quand

J. Alliot est parti, j'ai été l'assistante de René Billaz nommé directeur scientifique (1984-1987).

En quoi consistait le travail avec René Billaz ?

Dès 1983, il s'agissait d'organiser les Commissions de programmation et de coordination scientifique (CPCS), regroupant les directeurs scientifiques des différents départements du Gerdar et du Cirad. Les interventions au CPCS n'étaient pas des conférences scientifiques mais plutôt des discussions sur les grandes lignes politiques : budget, pays... J'assistais aux réunions, prenant des notes que je retranscrivais. C'était très intéressant.

La CPCS (1983-1985) avait des réunions environ tous les trimestres : décembre 1983, février 1984, août 1984, septembre 1984, décembre 1984. Et on descendait très régulièrement à Montpellier. Il y avait quelques réunions CPCS à Paris mais c'était plutôt rare.

2. Cette conférence a réuni 21 États francophones, qui ont créé l'Agence de coopération culturelle et technique, devenue par la suite Organisation internationale de la francophonie. Cette conférence s'est tenue un an après une première conférence ministérielle à Niamey, en présence du président du Niger Hamani Diori et d'André Malraux.

3. Groupement d'étude et de recherche pour le développement de l'agronomie tropicale.

J'étais responsable de l'organisation des réunions de la CPCS, des archives et du conseil scientifique. J'ai établi tout le plan de classement des archives de la direction scientifique. On était en contact avec les collègues de Montpellier : Claude Dreuil, Nicole Fautrat (secrétaires du directeur scientifique à Montpellier).

Cela me permettait de rencontrer des personnes très différentes, qui étaient sur le terrain, qui travaillaient sur la problématique scientifique, et qui avaient un autre mode de vie. On ne peut pas comparer un chercheur avec un marin ! Cela permettait aussi de découvrir tout le monde de la recherche agromique et même l'Inra.

En rencontrant quelqu'un de nouveau, on découvre un monde nouveau. Donc c'était enrichissant, et quelquefois des fenêtres ouvertes sur des objets de curiosité pour ma culture personnelle.

Comment s'est passée l'évolution du Gerdar vers le Cirad ?

Tout le monde avait l'air content. H. Bichat a su être diplomate pour accompagner ce changement. Ce qui était important. En tant que membre d'un institut, par exemple l'Irca, on voyait très bien qu'il y avait de moins en moins de personnel et que les relations avec les autres pays étaient de plus en plus difficiles. Chaque pays se dotait de sa propre structure pour devenir indépendant.

En région parisienne, en 1976, le personnel en poste diminuait et a disparu. Certains sont partis à Montpellier, d'autres ont pris leur retraite et n'ont pas été remplacés. J'ai eu le sentiment que si on restait un petit organisme, cela allait s'éteindre. Le fait de regrouper tout le monde créait une force internationale, une nouvelle dynamique, c'était plus simple. Certaines personnes, travaillant en laboratoire ou dans le secteur administratif, pouvaient passer d'une direction ou d'un département à l'autre. On pouvait bouger plus facilement.

Cependant, il n'y avait pas vraiment de culture partagée d'établissements. Pourtant les chercheurs l'avaient puisqu'ils étaient Agro. Ils avaient fait les études ensemble mais, selon les

personnes, il y avait plus ou moins de contacts entre chercheurs et administratifs. Cela dépendait de chacun.

Comment avez-vous vécu la délocalisation depuis les années 1970 jusqu'à votre départ à la retraite, notamment la période de délocalisation massive dans les années 1990 ?

Je ne l'ai pas vécue comme une catastrophe. Mais chez les administratifs, beaucoup de secrétaires ne pouvaient pas partir à Montpellier, donc beaucoup sont venus des départements parisiens, ici rue Scheffer, en attendant de partir à la retraite. Tandis que les scientifiques étaient obligés de descendre à Montpellier.

Au 40 de la rue Scheffer, lors de la création du Cirad, en 1985, il y avait une espèce d'effervescence à tous les étages, depuis le sous-sol ! Un grand nombre de décisions se prenaient ici jusqu'au début des années 2000. Aujourd'hui, il n'y a plus beaucoup de Ciradiens.

Quand je suis arrivée en 1976, il y avait une cantine. Les membres du Gerdar pouvaient déjeuner à la cantine de l'Irca. Le système de la cantine permettait de rencontrer d'autres personnes. Cela fut supprimé.

Après 1987, avec qui avez-vous travaillé ?

Après 1987, j'étais assistante de R. Billaz pour les commissions scientifiques et le conseil scientifique. Je travaillais avec Henri Carsalade, puis Hubert Manichon, puis Didier Picard, Michel Griffon.

Jacques Poly, qui était président de l'Inra, a été aussi en même temps le premier président du Cirad. Il passait régulièrement rue Scheffer, dans son bureau de président. J'ai de très bons souvenirs de J. Poly, avec qui j'avais des relations amicales et courtoises. J'ai l'impression qu'il a « boosté » le Cirad.

J'ai beaucoup travaillé avec André Berkaloff qui était président du conseil scientifique. J'ai aussi travaillé avec Alain Pavé.

J'ai été l'assistante de direction d'un seul président du Cirad : Daniel Nahon, de 1999 à 2002. Je suis partie fin 2003 mais

avec mes trois mois de congés, j'ai été retraitée officiellement en avril 2004. J'ai travaillé presque 42 ans parce que j'avais travaillé comme étudiante pendant l'été donc cela a augmenté le nombre de trimestres requis pour la retraite.

J'avais le sens de « garder les choses ». C'était obligatoire de garder les choses ! C'était normal et, à mon avis, si je suis toujours restée à la direction scientifique, c'est tout simplement que les directeurs scientifiques qui n'étaient là que pour deux ou trois ans, étaient très contents d'avoir quelqu'un qui pouvait leur raconter des choses. J'étais le socle de la mémoire. S'ils me demandaient le dossier du conseil scientifique de quatre ans avant, je savais très bien où il était et j'allais directement le chercher.

Vous étiez donc aussi appréciée parce que vous aviez une mémoire vivante de l'organisme ?

J'étais la mémoire vivante. En 20 ans, j'ai connu sept directeurs scientifiques !

Je faisais des dossiers lisibles et compréhensibles dix ans après. Je savais que c'était des archives. C'était toujours bien daté, avec des titres. C'est aussi ce que je fais dans mes papiers personnels. C'est dans ma nature. Je range !

Il est obligatoire d'archiver. Il vaut mieux le faire au fur et à mesure. Chez moi, j'ai des livres du XVIII^e siècle ! J'ai toujours le premier livre de peinture sur Gauguin qu'on m'a offert, à six ans ! Et dans mon appartement, j'ai 400 livres !

Quand je sors des photos, je fais des tirages papier, je mets la date et le nom des personnes. C'est déjà de l'archivage ! Toutes mes diapositives de Pékin (plus de 1 000) sont datées et légendées. Cela fait partie de mon mode de fonctionnement.

À Pékin, les étrangers avaient le droit de prendre des photos, entre nous et même dans la rue mais il fallait faire attention. J'ai même photographié les gardes rouges !

Avez-vous pu continuer à voyager ?

Grâce à A. Berkaloff, je suis retournée en Chine pour une mission avec également Didier Picard, en 1997. Cela m'a

permis de revoir Pékin. Cela avait bien changé, après les événements de Tian'An Men (1986).

Comme c'était une mission officielle, je suivais et je découvrais des choses que je n'aurais jamais découvertes dans ce pays. On a fait la même chose en Guyane et au nord du Brésil avec A. Berkaloff et R. Billaz. Je n'ai pas vu de monument touristique, j'ai vu la nature, les forêts... Il était très intéressant de voir comment les gens travaillaient. Cela permet de comprendre aujourd'hui l'évolution du monde, la géopolitique. Évidemment je prenais en charge mes frais d'avion, hôtel...

J'étais encore à la direction scientifique, où j'ai rencontré beaucoup de « ciradiens ». Je suis allée en vacances au Cameroun chez Jean-François Poulain et Angéline, avec qui j'avais de bonnes relations. Je suis allée voir Brigitte Ferkel à Papeete. J'insiste sur l'importance du contact humain. Mon travail a été finalement une source de relations.

Au moment où j'ai eu des problèmes, A. Berkaloff m'a toujours aidée. On avait des relations amicales, comme j'ai des relations amicales avec R. Billaz ou avec D. Nahon.

Pensez-vous avoir eu un déroulement de carrière satisfaisant ?

J'ai eu un déroulement de carrière correct. Le seul problème a été le départ de la francophonie. Et J. Alliot m'a expliqué qu'il était impossible de me payer plus en rapport avec l'équivalent de mon salaire à la francophonie.

En arrivant au Gerdar, en 1976, je suis arrivée avec un poste intéressant puisque j'étais la secrétaire de J. Alliot. Mais j'ai eu de gros problèmes financiers car auparavant j'avais un niveau de salaire d'une fonctionnaire internationale, qui s'est trouvé considérablement réduit. Au fil du temps, j'ai été augmentée, je suis passée cadre... J'ai fait une carrière intéressante ! Je n'ai plus eu de soucis. La progression de carrière était régulière, plus facile que maintenant.

Quand j'ai quitté la direction scientifique pour être la secrétaire de D. Nahon que je ne connaissais pas, on ne m'a pas demandé mon avis. Mais cela ne m'a



François Chollet, Michelle Feit, Michel Griffon, janvier 1991.



Des ciradiennes 1992.
Nicole Herbin-Benais, Annie Geeraerts,
Nicole Fautrat, Michelle Feit, Gina Velocci.

pas posé de problème, il fallait s'adapter et j'ai eu de bonnes relations avec D. Nahon.

Quel bilan dressez-vous de votre carrière au Gerdar puis au Cirad ?

Je n'ai ni regrets ni frustrations. C'est plutôt un bilan très positif. J'ai trouvé très intéressant de pouvoir rencontrer beaucoup plus de monde. Finalement, il y a 1 700 personnes au Cirad.

Donc même si on ne les rencontre pas tous, il est possible d'avoir des contacts très intéressants. Mon poste me tirait vers le haut. J'ai l'impression d'avoir fait une ascension socio-culturelle.

J'ai rencontré : Micheline Toussaint, Bernard Simon dont je connais bien la fille, Antoinette Diez, Jean-Louis Muron, Jean-Claude Bergonzini, André de Courville, Michel Eddi, Michel Griffon, François Chalot, Jacques Lefort, Chantal Carasco et Nicole Fautrat (secrétaires), Françoise Bodart (petite sœur de Lucien Bodart), Hadj Khelil (Algérien), Gérard Matheron, Alain

Leplaideur, Michel Launois, Jean-François Poulain, François Pointereau, Béatrice Reder, Pierre Sylvestre, Hervé de Tricornot, René Tourte... J'ai rencontré énormément de personnes !

Nous avons établi de bons liens. Ils venaient à Paris, ce qui nous donnait l'occasion de déjeuner ensemble. Je continue de souhaiter les anniversaires, ce qui permet de garder le contact.

Je fais partie de l'amicale des anciens du Cirad (Adac), mais l'inconvénient est que tout est organisé à Montpellier et pas à Paris.

Et maintenant je ne fais plus d'« expédition » en France ou à l'étranger mais je continue à suivre des cours à l'École du Louvre ou des conférences à la Sorbonne Inter-âges.

J'ai eu une vie professionnelle et personnelle intéressante.

ITEMS

Diplomatie/Administration/
Francophonie/International/Afrique/
Chine/Pékin/Ambassade de France/
Gerdar/André Berkaloff